

## MEIR SHEETRIT

Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

Je souhaite passer la parole à Meir. Premièrement, le fait que l'Iran soit une puissance nucléaire est-il réellement un aspect à éradiquer ? Quel en est le degré d'importance pour Israël ? Deuxièmement, que pensez-vous de cette formule, qui est très intéressante ? Je vous laisse faire un court commentaire et ensuite je reviens à vous, bien entendu.

**Meir Sheetrit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël**

Je pense que la paix, dans l'absolu, est dans l'intérêt d'Israël. Nous aimerions beaucoup réussir à être en paix avec les Palestiniens. C'est ce que je souhaite du fond du cœur. Je pense que le meilleur moyen pour y parvenir est de discuter par le biais de l'initiative arabe, qui peut permettre la paix non seulement avec les Palestiniens mais avec tous les Etats arabes. Nous en avons besoin. Nous avons besoin de ce type de soutien et les Palestiniens aussi.

L'Iran représente à nos yeux une menace pour l'existence d'Israël. [Inaudible] monte à la tribune des Nations Unies en déclarant qu'il veut éradiquer l'Etat d'Israël. Nous prenons cette menace très au sérieux. Nous ne pouvons pas permettre une situation dans laquelle l'Iran dispose d'armes nucléaires. Nous ne voulons pas être le pays qui attaquera l'Iran. Je pense que, si cette option doit être retenue, elle doit l'être par la communauté internationale, car un Iran nucléarisé n'est pas une menace uniquement pour Israël. C'est une menace pour l'ensemble du monde libre.

Un Iran nucléarisé signifie que des armes nucléaires peuvent être entre les mains d'organisations terroristes partout dans le monde. Personne ne sait comment ils vont les utiliser. Par conséquent, nous devons faire tout notre possible pour les arrêter. Si des sanctions ou la diplomatie suffisent à freiner le processus, je m'en réjouis. Mais dans le cas contraire, mieux vaut que cette action soit engagée par les États-Unis. Nous devons agir uniquement si toutes ces pistes échouent, que nous n'avons plus d'autre choix, et que nous les observons construire une bombe qui a pour objectif d'attaquer Israël.

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

Pensez-vous qu'Israël puisse attaquer l'Iran sans le feu vert de l'Amérique ?

**Meir Sheetrit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël**

Si nous n'avons pas d'autre option, alors il le faudra. J'espère que nous n'en arriverons pas là. Comme le Président Obama s'est engagé publiquement lors des dernières élections à empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires, nous espérons qu'il tiendra ses promesses, et pas par une attaque. J'espère qu'il pourra le faire par le biais de sanctions ou de la diplomatie, et non pas par le biais d'une intervention militaire.

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

C'est fantastique. C'est la dernière question. En quoi la promesse d'un Iran non nucléarisé vient-elle compenser le problème palestinien ?

**Meir Sheetrit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël**

Comme je vous l'ai dit, je pense que nous devons nous adresser à la Palestine et aller avec elle vers la paix. Peu importe que cela soit avec l'Iran ou sans l'Iran. Ils sont nos voisins. Ce sont nos amis. Il y a des gouvernements différents en Israël. J'ai été membre de nombreux gouvernements qui soutenaient la paix de tout leur cœur.

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

Soutenez-vous le gouvernement de Netanyahu ?

**Meir Sheerit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël**

Je suis en opposition à l'heure actuelle.

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

Je voulais clarifier les choses.

**Meir Sheerit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël**

Dans le dernier gouvernement d'Olmert, si vous vous souvenez, Olmert suggérait un compromis, que les Palestiniens prennent plus de 95 % de la Cisjordanie. Nous devions échanger ces territoires avec presque tout. Il a signé et a demandé à Olmert de signer. Il a demandé plus de temps puis n'est pas revenu vers nous. Son excuse a été qu'Olmert était arrivé au terme de son mandat et qu'il n'était pas sûr qu'il puisse réellement le déployer. C'est la raison pour laquelle il n'a pas signé mais je crois que nous devrions y revenir. J'accepte l'idée que nous devions donner aux Palestiniens la possibilité d'instaurer un Etat palestinien sur la base des frontières de 1967. À mon avis, il ne s'agit pas littéralement des frontières de 1967 mais de la même superficie de territoires, avec des échanges.

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

J'aimerais qu'il y ait plus de gens comme vous au sein du parlement. Mona, voulez-vous ajouter quelque chose sur ce sujet ? Je vous remercie de faire court. Puis je reviens vers vous.

**Mona Makram Ebeid, ancienne députée, Egypte, Distinguished Lecturer, Université américaine du Caire, membre du Conseil national pour les droits de l'Homme**

Je serai aussi rapide que les hommes.

Moi je vais répondre à cette question car elle est très intéressante. Il y a aujourd'hui une grande opportunité justement de rapprocher ces deux peuples : que ce soit deux Etats ou un Etat, là n'est pas le problème. Le problème est d'arriver à une paix. Mais, la décision redoutable du gouvernement israélien, qui vient d'autoriser de nouvelles constructions en Cisjordanie va rompre la continuité territoriale du futur Etat palestinien.

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

Mona, je m'excuse mais si vous voulez, laissez le problème israélien pour l'aborder un peu plus tard. Parlons seulement de la question iranienne parce que je vais revenir à vous. Vous allez pouvoir vous exprimer. Est-ce que vous voulez ajouter quelque chose ?

**Mona Makram Ebeid, ancienne députée, Egypte, Distinguished Lecturer, Université américaine du Caire, membre du Conseil national pour les droits de l'Homme**

Oui. La décision qu'a pris le gouvernement israélien risque non seulement d'aliéner l'Etat hébreu, ses amis européens et de provoquer une crise avec l'axe sunnite allié à Washington. C'est-à-dire l'Egypte, la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar qui ont tous soutenus le Hamas. Cela risquerait d'allumer un incendie dont personne ne sortira indemne, si cela continue.

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

Quel est le point de vue américain là-dessus ?

**Edward Djerejian, Président et fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie**

En ce qui concerne la question nucléaire pour l'Iran, je pense qu'il est important de savoir quels sont les coûts et les bénéfices d'une intervention militaire contre l'Iran. Nous venons de produire un rapport d'environ 30 anciens conseillers sécurité, présidé par Zbigniew Brzezinski et Brent Scowcroft à Washington, sans plaider pour une intervention militaire ou non, mais pour examiner les coûts et les avantages. Je pense qu'il s'agit là d'aspects importants à mettre dans l'équation.

Conclusion, si Israël attaque seul l'Iran, cela retardera les programmes d'armes nucléaires de l'Iran de deux ans. Si les États-Unis attaquent seuls l'Iran, ou avec Israël, cela retardera le programme de quatre ans. Ne pensons donc pas qu'une intervention militaire contre l'Iran marquerait la fin du programme nucléaire du pays. Éradiquer ce programme impliquerait une intervention militaire de grande échelle en Iran que personne n'envisage réellement.

L'autre aspect essentiel à mon avis est que si l'Iran adhère au traité de non prolifération nucléaire, dont il est membre et que les garde-fous de l'AIEA sont toujours là, il y aura un délai d'alerte jusqu'à 4 mois, si le pays se met à construire des armes nucléaires, ce qui autoriserait -

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

Vous avez un calendrier ?

**Edward Djerejian, Président et fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie**

Oui il s'échelonne de 1 à 4 mois.

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

C'est le temps qu'il leur faudrait pour se doter de la bombe ?

**Edward Djerejian, Président et fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie**

Oui. S'ils décident de construire la bombe, il y aura une période aussi courte qu'un mois ou quatre mois maximum pendant lesquels la communauté internationale, et plus particulièrement Washington et Israël, en auront connaissance et pendant laquelle une intervention militaire pourra être décidée ou non. C'est important de connaître ces éléments.

Les coûts sont évidents pour toutes les personnes présentes dans cette salle. Les avantages correspondent à ce que je viens de dire. C'est juste un délai. Et non pas une élimination du programme. Néanmoins, les coûts sont des armements asymétriques, la fermeture temporaire des détroits d'Ormuz, qui de toute évidence feraient grimper en flèche les prix du pétrole. Cela serait temporaire mais dans une économie mondiale fragile, cela aurait des conséquences massives. Il y a également le terrorisme, l'Iran ferait certainement tout ce qui est en son pouvoir via le Hezbollah et sans doute le Hamas et d'autres groupes, pour attaquer Israël. Il y aurait une grande déstabilisation du Moyen-Orient. Je voulais juste énoncer ces faits, cadrer ce débat sur une intervention militaire en Iran.

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

Pensez-vous que les services secrets américains sont en mesure de comprendre ce que Téhéran va décider ?

**Edward Djerejian, Président et fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie**

C'est une question tout à fait légitime. Nous avons connu des échecs à nos renseignements par le passé, comme en Irak avec l'annonce que le pays disposait d'armes de destruction massive. Alors que ce n'était pas le cas. Il s'agit



clairement d'un échec de nos renseignements. Néanmoins, tant que l'Iran adhère au traité de non prolifération et aux garde-fous, nous aurons un signal avant-coureur, en termes de renseignements. Qui plus est relativement transparent. Un autre indicateur clé sera si l'Iran décide de se retirer du Traité de non prolifération. Cela serait un signal d'alerte manifeste.

**Mehmet Ali Birand, rédacteur en chef et présentateur pour Kanal D**

Effectivement, cela serait un signe. Pensez-vous que le Mossad puisse voir les signaux d'alerte plus facilement que les Américains ?

**Meir Sheerit, Député, ancien ministre de l'Intérieur, Israël**

Comme j'ai été ministre du Renseignement, je ne peux bien entendu pas partager avec vous ce que je sais. Néanmoins, indépendamment, je pense que les États-Unis surveillent ce qui se passe. Nous observons également. Les autres pays aussi. Je pense que ce que M. Djerejian a dit est vrai. Si quelque chose se passe et que l'Iran prend la décision de s'armer, alors nous le saurons. Cela ne fait aucun doute. Je veux souligner qu'il ne s'agit là pas uniquement des intérêts d'Israël. Il s'agit également des intérêts des États-Unis. Je pense qu'un Iran nucléarisé signifie une révolution totale au Moyen-Orient. L'Iran peut balayer tous les états arabes dans différentes directions et les États-Unis perdront leur partenariat avec tous les états arabes au Moyen-Orient. Tous quitteront les États-Unis et soutiendront l'Iran. Par conséquent, je pense qu'il n'en va pas là uniquement des intérêts israéliens mais également des intérêts américains que d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire.